

MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 104 • décembre 2017



PROMOUVOIR ET PROTÉGER LES DROITS : UN DEVOIR

GAO : LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ AU CŒUR DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

LA MINUSMA FINANCE L'AMÉNAGEMENT DE 8 HECTARES AU BÉNÉFICE DES HABITANTS DE **FORGHO**

GAO : LA POLICE DES NATIONS UNIES RENFORCE LES CAPACITÉS DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNE

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME 2017 AU MALI. UN MAÎTRE MOT : ENGAGÉS !

7 GAO ; LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ AU CŒUR DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

9 CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉS À BAMAKO

11 LES PAYS-BAS APPORTENT UNE CONTRIBUTION D'ENVIRON 1.17 MILLIONS DE DOLLARS AU FONDS FIDUCIAIRE EN SOUTIEN À LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI

12 LA NORVÈGE APPORTE UNE CONTRIBUTION D'ENVIRON 960 000 DOLLARS AMÉRICAINS AU FONDS FIDUCIAIRE EN SOUTIEN À LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI

13 LA MINUSMA FINANCE L'AMÉNAGEMENT DE 8 HECTARES AU BÉNÉFICE DES HABITANTS DE FORGHO

15 GAO : UNE AGRICULTURE VIVANTE, COMMERCIALE ET PÉRENNE EST INDISPENSABLE AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION

17 GAO : LA POLICE DES NATIONS UNIES RENFORCE LES CAPACITÉS DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNE

18 GOSSI : LA GARDE NATIONALE DOTÉE DE NOUVEAUX LOCAUX ÉQUIPÉS PAR LA MINUSMA

19 DES CENTAINES DE VOLONTAIRES RÉUNIS À BAMAKO POUR CÉLÉBRER LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES DANS TOUT LE MALI

22 HOMMAGE DE LA MINUSMA À CINQ CASQUES BLEUS TUÉS LORS DES DEUX DERNIÈRES ATTAQUES DANS LES RÉGIONS DE MENAKA ET MOPTI

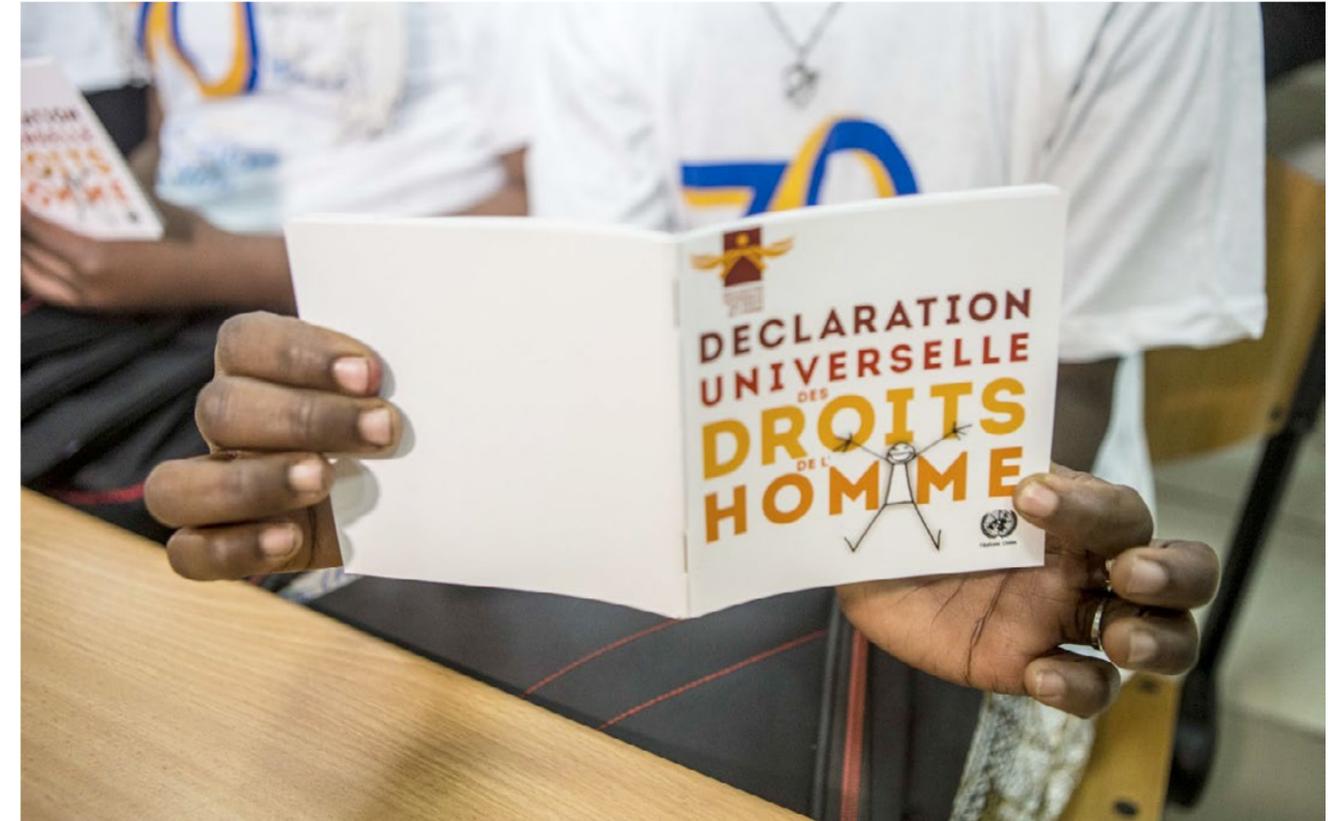
23 BRÈVES

24 COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME 2017 AU MALI. UN MAÎTRE MOT : ENGAGÉS !



Mardi 12 décembre 2017, a été célébrée, à l'Ecole de Maintien de la Paix (EMP) à Bamako, la Journée internationale des droits de l'homme. Cette cérémonie marque également le lancement de la campagne annuelle pour les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Au Mali, la campagne nationale a été lancée par le Ministre des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, Me Kassoum Tapo, en présence de 500 participants. Parmi eux, de nombreux militants et responsables d'associations et d'organisations de défense des

droits de l'homme, les élèves issus de 13 clubs des droits de l'homme des lycées de la capitale, des pensionnaires du centre de prise en charge des enfants à besoins spécifiques «Housna Ka So» (la Maison d'Housna), ainsi que leurs encadreurs ou encore, les membres du Forum National pour l'Education aux droits de l'homme. Les représentants du Gouvernement, de la Commission Nationale des droits de l'homme, du Médiateur de la République, ainsi que les Chefs d'Agence des Nations Unies, les chefs de Sections et Divisions de la MINUSMA mais





Nationale des droits de l'homme. Il a aussi félicité les Nations Unies en général et la MINUSMA en particulier, pour l'accompagnement des efforts du Gouvernement malien dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

Lui succédant au pupitre, M. Guillaume Ngefa, Directeur de la Division des Droits de l'Homme et de la Protection (DDHP) de la MINUSMA, a lu le message du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, dont il est le Représentant au Mali. Dans ce message, un appel est lancé pour que cette année 2018, qui marque les 70 ans de la déclaration universelle des droits de l'homme, soit : « une année de réflexion profonde et intense sur l'importance vitale de chacun des 30 articles contenus dans ce document extraordinaire ». Le message du Haut-Commissaire a également rappelé qu' : « il est

essentiel que nous continuions à tenir les Etats responsables. Mais ces droits sont trop importants pour être laissés aux seuls États, trop précieux pour nous tous et pour nos enfants ».

Conscient du contexte mondial, le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme met en garde quant aux importants risques d'aliénation des droits de l'homme. « Si nous ne défendons pas assez les droits de l'homme - si nous nous détournons quand ils sont maltraités - ils disparaîtront lentement et mourront, si cela arrive, le coût en vies humaines et la misère seront immenses, et l'humanité entière paiera un lourd tribut ».

Dans son discours, M. Koen Davidse, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies au Mali pour les Affaires politiques, a , pour sa part, appelé à la responsabilité

partagée en matière de droits de l'homme et à la nécessité de l'engagement de chacun: élèves, décideurs, défenseurs des droits de l'homme, afin de traduire le contenu de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont le 1er article stipule que, « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit». Il a conclu en soulignant : « Je convie l'ensemble des acteurs à se donner la main afin que le respect des droits de l'Homme de toutes et tous devienne une réalité tangible à travers le monde, et ici au Mali. Le 10 décembre 1948, lors de l'adoption de cette déclaration universelle, le délégué libanais, Charles Malik déclarait « Des milliers de mains ont contribué à sa réalisation». Il faut poursuivre ensemble, l'accomplissement des droits de l'Homme de toutes et



tous.» A cet instant, le public, qui avait déjà réagi favorablement aux propos du Haut-commissaire aux droits de l'homme, relayé par M. Ngefa, se mit à applaudir à tout rompre.

Les autorités réaffirment leur engagement

Le Ministre des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat (MDHRE), M. Kassoum Tapo, a réaffirmé, l'engagement du Mali pour continuer les efforts en matière de protection et de promotion des droits de l'homme et a exprimé sa fierté et son espoir comblé de constater un auditoire jeune à l'occasion de cette célébration. Selon lui, cela démontre que la relève est assurée. Avant de lancer officiellement la campagne, sous un tonnerre d'applaudissements, le Ministre a rappelé l'importance de l'engagement de chacun pour ses droits et ceux des autres et affirmé, à nouveau, la volonté politique du Gouvernement, de faire des droits de l'homme une priorité. M. Tapo s'est ensuite vu gratifié d'une «standing ovation» après qu'il ait annoncé qu'une loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme doit être discutée, ce jour même, à l'Assemblée Nationale du Mali.

Une vidéo, produite par le Bureau de l'Information du Public de la MINUSMA en étroite collaboration avec la DDHP, a ensuite été diffusée. Introduite par M. Ngefa, son Directeur et Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, cette vidéo des

voix malienne démontre l'engagement des maliens pour la concrétisation des 30 articles de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, afin qu'elle puisse être une réalité pour tous au Mali.

Des jeunes élèves filles et garçons ont exprimé et imagé les réalités des jeunes filles victimes de mariage précoces et forcé, de discrimination et d'autres types d'abus et violations des droits de l'homme. Ils ont dépeint un tableau de ce que vivent réellement de nombreuses filles au Mali. La joie qui envahissait alors la salle, va laisser place à l'émotion. Des larmes et des acclamations ont ponctué les spectacles de percussions, de théâtre, de poésie et de slam des jeunes militants, élèves des clubs droits de l'homme.

Une série d'activités pour célébrer la journée internationale des droits de l'homme

La célébration de la journée a été précédée par une série d'activités dont la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, la journée internationale des personnes handicapées, la visite des lieux de privation de liberté à Bamako, et le symposium national sur les droits de l'homme.

Le vendredi 8 décembre, la DDHP de la Mission onusienne au Mali, a participé à une visite conjointe des lieux de privation de liberté avec les organisations de défense des droits de l'homme, la Commission Nationale des droits de l'homme, le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. Plusieurs commissariats, brigades de gendarmerie, la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako et le Centre psychiatrique du point G, ont été passés en revue. Ces visites ont permis de s'enquérir des conditions de détention à Bamako mais aussi, de sensibiliser les autorités et les agents en charge de la surveillance des détenus. Le lendemain, le 9 décembre a eu lieu le symposium national sur les droits de l'homme, à l'Hôtel El Farouk de Bamako. Pour sa 6ème édition, ce symposium organisé par le Ministère des droits de l'homme et de la réforme de l'Etat était placé sous le thème de la responsabilité partagée en matière de droits de l'homme dans un contexte de fragilité.

Le symposium a regroupé une soixantaine de participants dont des universitaires, des représentants d'organisations de défense des droits de l'homme, la Commission Nationale des droits de l'homme, le Bureau du Médiateur, les représentants des différents Ministères, ainsi que des Nations Unies, d'EUCAP Sahel, et de MISAHEL.



Dans son allocution, M. Guillaume Ngefa a mis l'accent sur les défis de protection des droits de l'homme dans une situation de fragilité et l'impérieuse nécessité de renforcer la présence de l'Etat pour ne pas laisser des territoires entiers au contrôle des groupes armés et autres bande organisés autour d'activités criminelles, souvent même transnationales. Il a aussi indiqué que l'impunité, le déni des abus et violations des droits de l'homme ainsi que l'inaction, constituaient les caractéristiques de cette fragilité.

La Présidente de la Commission Nationale des droits de l'homme, Me Kadidia Sangaré, a désigné l'impunité, la corruption, l'absence de l'Etat dans certaines localité ainsi que l'insécurité comme étant des facteurs de fragilité auxquels il faut remédier. Le Représentant de la MISAHEL, M. Hugues Penda a quant à lui apprécié le caractère inclusif des activités relatives à la célébration de la journée internationale des droits de l'homme.

Dans son discours, le Ministre des droits de l'homme et de la réforme de l'Etat a évoqué la responsabilité partagée de l'Etat et de la Communauté internationale dans le cadre de la promotion et de la protection

des droits de l'homme. Il a ajouté que la célébration de la journée internationale des droits de l'homme nous rappelle que l'essentiel, c'est la dignité humaine. Il réitéré l'engagement du Gouvernement à continuer à promouvoir et protéger les droits de l'homme au Mali. Ceci devrait se traduire lors de l'Examen périodique universel du Mali, le 18 janvier prochain à Genève. Célébrée à l'issue de la Campagne des «16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles», la Journée internationale des droits de l'homme vient

sanctionner une quinzaine entièrement consacrée à la promotion et à la protection des droits humains. Avec ces célébrations, ces visites de terrains et ces ateliers de réflexion, l'ONU au Mali, rappelle et démontre, une fois de plus, son attachement à la promotion et au respect des droits de l'homme, fondement même de l'organisation. La préservation de ces droits qui par ailleurs est tout aussi importante dans l'accompagnement des maliens sur le chemin de la paix et de la réconciliation.



GAO : LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ AU CŒUR DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

La division des droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA a organisé à Gao, ce lundi 11 décembre 2017, la célébration de la 70e journée internationale des droits de l'Homme. C'était en présence des associations de victimes, des organisations des droits de l'homme, des représentants régionaux de l'administration judiciaire, et de

La Commission Vérité, Justice et Réconciliation.

Cette célébration de la journée internationale des droits de l'homme, qui s'est tenue dans la salle de conférence du gouvernorat de Gao, a mobilisé une centaine de participants. La cérémonie était présidée par madame Ndeye Yandé Kane,

représentante du Chef du Bureau de la MINUSMA à Gao et non moins responsable de la Division des droits de l'homme et de la protection de la Mission à Gao.

Après les discours du Secrétaire général des Nations Unies et du Haut-Commissaire des droits de l'homme, lus respectivement par madame Ndeye Yandé Kane et



son adjoint Jean Marie Kalama, place a été faite à la conférence débat sur le thème : « Les avancées et les défis en matière de lutte contre l'impunité et l'administration de la justice ». Elle était animée par le substitut du procureur de Gao, un membre de l'association des victimes, le coordinateur régional de l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), la Commission Régionale Vérité, Justice et Réconciliation...

Le premier intervenant, représentant le tribunal de Gao, a fait un bref état des lieux avant d'attirer l'attention des participants sur les difficultés que



la justice rencontre sur le terrain. « Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont entre autres le fait de ne pas pouvoir rendre justice au-delà de 30 kilomètres de la ville de Gao. C'est pour vous dire que la justice n'est opérationnel ni à Ansongo, ni à Bourem, encore moins à Ménaka. Une autre difficulté repose sur le port d'armes. Nous sommes dans une localité où les populations n'avaient autres choix que de se défendre elles même à un moment. C'est donc très difficile de contrôler les armes qui circulent de façon anarchiques... » A expliqué le substitut du procureur de Gao, M. Mohamed Ould Mohamed Lamine.

Comme le substitut du procureur, les autres intervenants ont également mis l'accent sur les insuffisances de la justice, liées à l'insécurité et la lenteur dans le traitement des dossiers.

« Nous sommes dans la nécessité de protéger les victimes et d'arrêter les bourreaux qui se promènent tranquillement dans la ville, comme si de rien n'était. Pourtant, nous avons monté des dizaines de dossiers qui ont été transmis à la justice et qui sont restés sous silence, » a témoigné M. Ibrahim Touré de la société civile.

Un accent particulier a été mis sur le rôle que joue la MINUSMA dans le déploiement des acteurs de la justice sur le terrain, la réhabilitation des locaux de la justice, le cadre de concertation des victimes... « C'est grâce à la MINUSMA que les services techniques de la Justice sont là et marchent. C'est le lieu d'exprimer toute notre gratitude pour toutes vos actions en faveur de l'appareil judiciaire, » a souligné le substitut du procureur, Mohamed Ould Mohamed Lamine.

Chaque panéliste de cette 70e journée internationale des droits de l'homme à Gao, s'accordaient sur le besoin d'une justice forte et accessible pour combattre l'impunité dans le but de soulager les populations qui continuent à perdre foi en la justice.



CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉS À BAMAKO



Le 3 décembre dernier, devant près de 300 personnes, a eu lieu à l'Ecole de maintien de la paix Alioune Blondin Beye de Bamako, la cérémonie de commémoration de la journée internationale des personnes handicapées.

La cérémonie a été présidée par le Dr. Zoumana Diarra, représentant du Ministre des droits de l'homme et de la Réforme de l'Etat, empêché. Elle a également enregistré la présence entre autre de la Présidente de la Commission Nationale des droits de l'homme,

du représentant du Médiateur de la République, de la Directrice d'Amnesty International Mali, du Représentant de la Fédération Malienne des Personnes Handicapées, du Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et Directeur de la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA.

Près de trois cent personnes, dont plusieurs jeunes activistes des droits de l'homme des membres du Forum National pour l'Education aux droits de

l'homme au Mali, des membres des clubs des droits de l'homme de dix lycées et de trois centres de prise en charge d'éducation des enfants à besoins spécifiques, ont également participé activement à cette journée.

La présidence de la Commission Nationale des droits de l'homme, la MINUSMA et le Ministère des droits de l'homme et de la Réforme de l'Etat ont tous souligné l'importance des droits de l'homme. Ainsi, toutes les allocutions ont exhorté à militer en faveur de la jouissance

effective de tous les droits de l'homme par les personnes handicapées. Le Gouvernement a été invité à mieux promouvoir, respecter et protéger les droits des personnes handicapées. Ce dernier pour sa part, a réaffirmé son engagement en la matière.

Le message de M. Guillaume Ngefa, Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Mali et Directeur de la Division des droits de l'homme et de la protection s'est surtout adressé aux enfants et aux jeunes qui sont, selon lui, le présent, pour l'avenir. Il a invité les membres des clubs droits de l'homme à participer aux activités de sensibilisation sur les droits

des personnes handicapées et à l'exercice du plaidoyer que la Division des droits de l'homme et de la Protection compte conduire auprès des parlementaires, pour l'adoption d'une loi sur la protection sociale des personnes handicapées. Il a mis l'accent sur l'obligation pour chacun de nous de promouvoir les droits fondamentaux des personnes handicapées, afin de favoriser leur intégration et leur accès à la vie politique, économique, sociale et culturelle. Il a attiré l'attention sur la situation particulière des femmes et des enfants handicapés souvent exposés à de multiples discriminations, et victimes de préjugés et de pratiques dangereuses. Les discours officiels ont

été suivis de prestations de sketches, poèmes et slam par les représentants des lycées, portant sur des messages forts pour la protection des droits des personnes handicapées, le droit à l'éducation, le droit pour les enfants vivant avec handicap, le droit à l'égalité et la protection contre la discrimination.

« A la veille de la campagne annuelle pour les 70 ans de la déclaration universelle des droits de l'homme, il est important pour nous de garder à l'esprit que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ; Et que les droits des personnes handicapées sont des droits de l'homme. » Conclut-il.



LES PAYS-BAS APPORTENT UNE CONTRIBUTION D'ENVIRON 1.17 MILLIONS DE DOLLARS AU FONDS FIDUCIAIRE EN SOUTIEN À LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI

Les Pays-Bas renforcent leur participation au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et à la Sécurité au Mali, avec une contribution d'environ 1.17 millions de dollars américains. Cet appui s'est concrétisé au cours d'une cérémonie tenue ce 13 décembre au Quartier Général de la MINUSMA.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques et Chef par intérim de la MINUSMA, M. Koen Davidse, a officiellement signé avec le Chef de la Coopération des Pays-Bas et Chargé d'Affaires, M. Paul Tholen, une convention de financement d'un montant d'environ 1.17 million de dollars américains au Fonds Fiduciaire, administré par la MINUSMA en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali. Dans le cadre de l'appui du Gouvernement des Pays-Bas à la Paix et à la Sécurité au Mali, la nouvelle contribution néerlandaise sera dédiée à la Commission Internationale d'Enquête, un mécanisme clé prévu par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

M. Davidse a déclaré que « cette contribution des Pays-Bas souligne encore une fois son rôle moteur en faveur de la justice et les droits de l'homme. L'opérationnalisation de la Commission Internationale d'Enquête est une contribution essentielle pour la paix, la justice

et la réconciliation au Mali et jouera un rôle complémentaire au travail du Comité de Vérité, Justice et Réconciliation et de la Cour pénale internationale. Le financement total sera assuré par plusieurs bailleurs de fonds, symbolisant une solidarité internationale avec le Mali. »

Il importe de rappeler que les Pays-Bas sont déjà engagés aux côtés de la MINUSMA par sa contribution à la Force militaire (557 soldats) et à la Police des Nations Unies (UNPOL avec 5 policiers). Cette contribution est destinée à protéger les populations maliennes et soutenir la stabilité et la sécurité du Mali.

En outre, à travers le Fond Fiduciaire, depuis 2015, les Pays-Bas accordent un appui crucial au processus de médiation et à la Commission de Suivi de l'Accord et ont facilité la fusion technique d'ASIFU avec U2 (la Force). Le renforcement de la chaîne pénale criminelle à Tombouctou, Gao, Ménaka et Mopti a également été soutenu dans une collaboration fructueuse entre la MINUSMA et les Pays-Bas. De plus, les Pays-Bas ont soutenu la réhabilitation d'un barrage de rétention d'eau à Kidal, ainsi que la réalisation d'une étude technique pour définir les travaux nécessaires à la réhabilitation de la route de l'aéroport de Gao.

Pour rappel, le Fonds Fiduciaire



des Nations Unies en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)), afin de soutenir les efforts du Gouvernement du Mali à faire face à la crise et garantir les perspectives de développement à long-terme du pays, tels que le retour de l'autorité de l'Etat, la promotion du dialogue national, la réforme du secteur de sécurité, la coopération régionale, les droits de l'homme, le soutien aux élections, le processus de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion et réintégration et, des projets socio-économiques.

L'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie en sont les principaux bailleurs de Fonds.

LA NORVÈGE APPORTE UNE CONTRIBUTION D'ENVIRON 960 000 DOLLARS AMÉRICAINS AU FONDS FIDUCIAIRE EN SOUTIEN À LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI



La Norvège renforce sa participation au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali avec une contribution d'environ 960 000 dollars américains. Cet appui s'est concrétisé au cours d'une cérémonie tenue ce 14 décembre au Quartier Général de la MINUSMA.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies chargé des affaires politiques, M. Koen Davidse, a officiellement signé avec l'Ambassadeur de Norvège au Mali, M. Ole Andreas Lindeman, une convention de financement d'un montant d'environ 960 000 dollars américains au Fonds Fiduciaire, administré par la MINUSMA, en soutien à la paix et la sécurité au Mali.

Dans le cadre de l'appui du gouvernement norvégien à la Paix et à la Sécurité au Mali, cette nouvelle contribution viendra soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix (avec une attention particulière pour l'inclusion des femmes),

la restauration de l'autorité de l'Etat et la réalisation tangibles des dividendes de la paix pour les populations du nord et du centre du Mali.

M. Davidse a déclaré que « cette nouvelle contribution de la Norvège au Fonds Fiduciaire atteste de son engagement indéfectible en faveur du processus de paix en cours. Par ailleurs, sa contribution est d'autant plus essentielle qu'elle cible les femmes et les populations qui constituent de puissants vecteurs de paix et de changements ».

La précédente contribution de la Norvège au Fonds Fiduciaire d'un montant d'environ 1.6 million de dollars a notamment permis d'appuyer les autorités intérimaires, grâce à un projet de renforcement de leurs capacités et de sensibilisation des populations à leur fonction. Des projets ont également été développés en soutien à des mécanismes clés de l'accord de paix tels que le Comité Technique de Sécurité, les

Equipes Mixtes d'Observation et de Vérification et le Mécanisme Opérationnel de Coordination.

Pour rappel, le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)), pour soutenir les efforts du Gouvernement du Mali à faire face à la crise et à garantir les perspectives de développement à long-terme du pays, telles que le retour de l'autorité de l'Etat, l'ordre constitutionnel, la promotion du dialogue national, la réforme du secteur de la sécurité, la coopération régionale, les droits de l'homme, le soutien aux élections, le processus de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion et Réintégration et des projets socio-économiques.

L'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie en sont les principaux bailleurs de Fonds.

LA MINUSMA FINANCE L'AMÉNAGEMENT DE 8 HECTARES AU BÉNÉFICE DES HABITANTS DE FORGHO



Une mission conjointe du bureau régional de la MINUSMA à Gao s'est rendue ce jeudi 14 décembre 2017 à Forgho dans la commune de Soni Aliber, cercle de Gao, pour évaluer les travaux d'aménagement de 8 hectares de périmètres maraichers entièrement financé par la MINUSMA.

Ces 8 hectares répartis entre cinq périmètres maraichers ont été financés par la MINUSMA à hauteur de plus de 56 millions de francs CFA pour contribuer à la réduction des violences communautaires à Forgho. Ce projet qui a créé 1700 emplois dans cette localité, réduira

considérablement l'immigration au sein de la jeunesse. « Nous sommes très contents et reconnaissants pour cette action que la MINUSMA est en train de réaliser chez nous. J'ai tenu à vous suivre dans chaque périmètre maraicher pour vous exprimer toute notre gratitude » a déclaré le vieux Amadou Moussa, conseiller du chef du village.

Les travaux ont déjà commencé sur chacun des périmètres maraichers avec un engagement remarquable des communautés. Malgré quelques difficultés rencontrées dans leurs activités, les femmes et jeunes de Forgho sont parvenus à faire une première récolte qui va servir de semence. Ils ont produit une importante qualité de gombo. Actuellement, les pommes de terre, carottes, salade, tomates, arachides... sont semées et



bien suivi malgré le problème d'eau qui persiste. « Nous ne pouvions pas imaginer avoir un jour trois jardins seulement pour les femmes et deux autres pour les jeunes. C'est une grande satisfaction pour nous de pouvoir rester au village et répondre aux besoins de nos familles à travers le maraichage. C'est pourquoi vous remarquez la présence des jeunes filles et jeunes garçons autour de nous en cette période de l'année. Nous nous sommes mises en regroupement pour mieux gérer nos périmètres. Et malgré la difficulté d'eau que nous rencontrons souvent, nous avons mis en place un programme d'exploitation par petit groupe, pour que chacun puisse arroser son espace. Nous remercions la MINUSMA qui nous a réalisé ce rêve » a laissé entendre Khadijatou Ataher, Présidente de l'association des femmes de Forgho.

Sous la vigilance du contingent Bengladais de la MINUSMA, la délégation, après avoir parcouru les 25 km qui sépare la ville de Gao de Forgho, a

visité chaque périmètre pour vérifier la qualité des travaux effectués par l'ONG GRAIP (Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Initiatives des Populations). C'était en présence des notabilités, du maire, des organisations de femmes et de jeunes. « Nous étions venus pour la remise officielle de ces 5 jardins maraichers aux femmes et jeunes de Forgho. Après avoir visité chaque jardin, nous nous sommes rendu compte qu'il y a assez d'insuffisance qu'on ne pouvait pas laisser passer. C'est pourquoi nous allons surseoir à la remise et demander à l'ONG GRAIP de prendre en compte nos remarques sur la fourniture suffisante d'eau, une bonne organisation des femmes pour mieux faire fonctionner le comité de gestion, entre autres... Nous attendons que ces rectifications soient apportées avant de procéder à la remise officielle du projet. Nous voulons que ces communautés en proie à la violence, puissent bénéficier de ces projets impactant, qui seront pérennisés » a précisé madame Aimée Thérèse Faye,

représentante du chef du bureau et team leader de la section DDR/SSR à Gao.

Le report de la remise officielle des périmètres maraichers a été salué par la municipalité, les femmes, jeunes et notabilités de Forgho. « Nous saluons l'attention que vous avez porté à nos préoccupations. Nous restons engagés pour le suivi des améliorations qui seront faites par l'ONG partenaire » a soutenu M. Hamadou Issiaka adjoint au maire de la commune de Soni Ali Ber. Quant au responsable de l'ONG GRAIP, il s'est engagé aussi à faire le nécessaire pour satisfaire les préoccupations des bénéficiaires dans un délai de 20 jours.

La délégation dirigée par les militaires observateurs (Milobs), était composée des sections DDR/SSR, Information Publique et Communication et Affaires civiles de la MINUSMA. Une autre mission se prépare pour une remise officielle sous réserve des corrections signalées.

GAO : UNE AGRICULTURE VIVANTE, COMMERCIALE ET PÉRENNE EST INDISPENSABLE AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION



Une forte délégation de la MINUSMA s'est rendue, le 6 décembre 2017, dans la commune rurale d'Anchawadj (à 45 km au nord-est de la ville de Gao), pour inaugurer un projet à impact rapide (QIP) intitulé « Installation d'un périmètre maraîcher de 2 Ha pour la jeunesse de Djebock ». Prévu pour durer six mois il est financé pour un montant de 29.021.280 FCFA. Mis en œuvre par l'Association «Algafiet», ce projet vise à créer des opportunités d'emplois pour les jeunes qui sont susceptibles d'être enrôlés dans des groupes armés.

Mohamed Ag Mohamed

Maouloud, marié avec 3 enfants est un berger qui s'est joint à l'Association «Algafiet» il y a un peu plus de six mois. Il y a appris l'agriculture. « Depuis mon enfance, tout ce que je savais faire c'était de conduire les troupeaux aux pâturages à des kilomètres de chez nous. Travailler la terre n'est pas dans nos habitudes », déclare-t-il avant d'ajouter que : « depuis six mois, je travaille la terre et notre maison ne manque plus de légumes et autres betteraves. Mais avant, nous mourrions de faim régulièrement. Vous avez les vaches et les moutons, mais il

faut trouver des acheteurs pour avoir un peu d'argent et ce n'est pas du tout facile ».

Le projet à impact rapide financé par la MINUSMA vient de transformer la vie et le comportement de plusieurs jeunes de la localité de Djebock, située dans la commune rurale d'Anchawadj. Ils y cultivent les carottes, les pommes de terre, les betteraves rouges, les céleris, les choux, les oignons et échalotes, les courges, les tomates et voire même, les arachides.

M. Mohamed Haidara, conseiller communal qui représentait le Maire d'Anchawadj à la cérémonie d'inauguration dudit projet, se réjouit de l'initiative prise par les jeunes de sa localité qui sont appuyés par une assistance technique de l'ONG-Union pour un Avenir Écologique et Solidaire (UAVES). « Aucun additif chimique, pesticide ou engrais ne sera utilisé dans ce périmètre maraîcher de 2 ha, grâce à notre expertise en matière agro-écologique, » a pour sa part, rassuré M. Adama Tiégoum, coordinateur de l'ONG-UAVES, qui encourage les membres de l'association à pratiquer une agriculture écologique.

La commune d'Anchawadj est une commune de migration par excellence où, la population effectue une transhumance saisonnière à la recherche des pâturages et des points d'eau. La présence de mares temporaires notamment Djebock, Agdilinta, Samit et Imnas, servant de zone de repli pour le cheptel pendant la saison sèche, n'arrive pas à satisfaire les besoins en eau, tant pour les animaux que pour les populations.

« Une agriculture vivante, commerciale et pérenne est indispensable au développement de notre région, qui représente pour nous un immense

intérêt commun, » a souligné le Représentant du Maire d'Anchawadj, tout en poursuivant : « comme l'eau salubre est indispensable à la vie et à la santé, son accès est importants pour le bien-être de la société ».

Ce projet à impact rapide a aussi facilité non seulement la réalisation d'un château d'eau permettant la distribution de l'eau dans les bassins à l'intérieur du périmètre, mais également la construction de bassins et du système d'irrigation qui facilite l'apport de l'eau dans les planches. C'est d'ailleurs « l'une des grandes réussites de ce projet qui vient de mettre l'eau potable à la disposition des animaux et des populations, afin de prévenir les risques de santé publique liés aux maladies transmises par l'eau, » a reconnu le Coordinateur de l'ONG-UAVES.

Crée en juillet 2015 et composée de 63 membres dont 28 femmes, l'Association «Algafiet» a pour objectifs de lutter contre la pauvreté, l'analphabétisme et de promouvoir le reboisement dans la zone. Elle cible les jeunes et les femmes qui sont les plus exposés aux catastrophes et aux effets néfastes du conflit armé dans la région.



GAO : LA POLICE DES NATIONS UNIES RENFORCE LES CAPACITÉS DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNE



La Police des Nations Unies (UNPOL) à Gao a organisé deux stages de renforcement de capacités, à l'endroit des Forces de Défense et de Sécurité du Mali (FDSM). Le premier, tenu du 20 au 30 novembre, sur les berges du fleuve Niger avait pour thème : «Natation, sauvetage et conduite de zodiac en milieu fluvial». Le second a porté sur les « Violences Basées sur le Genre (VBG) et la protection des personnes vulnérables » et du 27 au 30 novembre, au « super camp » de la MINUSMA.

Une trentaine de participants ont pris part à ces sessions. L'officier de Police des Nations Unies et instructeur de la session, Rjiba Ridha, a passé en revue

les fondamentaux. Il a rappelé aux agents de la protection civile, les principes de sauvetage, l'utilisation des équipements de sécurité individuels et collectifs. Les techniques de manœuvre du zodiac en l'absence et en présence de vent et de courant marin, les différents mouvements et, les méthodes de tenue à flot ont également été transmises. Un exercice de sauvetage a également eu lieu. Les stagiaires de la protection civile devaient aller chercher une victime (fictive) de noyade, la transporter sur la rive et lui apporter les gestes de premiers secours. « Nous sommes heureux de constater que nous parvenons à maîtriser ces équipements nautiques qui nous ont été

offerts par la MINUSMA. Nous sommes capables aujourd'hui de prendre ces équipements depuis notre base pour les transporter au niveau du fleuve, les monter et les utiliser dans des situations d'urgence, » a expliqué le sergent-Chef Moussa Koné, Chef de l'équipe de la protection civile à Gao.

La seconde activité s'inscrit elle dans la campagne dite des «16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles». Elle a mobilisé 17 agents des FDSM dont cinq femmes, tous issus de la Police nationale, de la Gendarmerie, de l'Administration pénitentiaire et de la Douane. Durant trois jours, les animatrices que sont la Capitaine Augustine Nadjikouma et l'inspectrice principale Charlotte Elong Ndoki, de la police des Nations Unies à Ménaka, ont aidé les participants à prendre en compte la question du genre de façon effective dans leur quotidien. « Nous remercions la Police de la MINUSMA pour cette formation qui a un impact direct sur nos activités, » a déclaré Rahmatou Alhassane Walette, agent de la douane dans la Région de Gao. « J'ai beaucoup appris sur la manière d'accueillir les victimes, enfants ou adultes, pour les mettre à l'aise, afin de mieux recueillir leurs préoccupations, » a aussi expliqué A. Maiga de la Police régionale.

GOSSI : LA GARDE NATIONALE DOTÉE DE NOUVEAUX LOCAUX ÉQUIPÉS PAR LA MINUSMA



La composante de la Police des Nations Unies (UNPOL) a inauguré le projet de construction et d'équipement de la Compagnie de la Garde Nationale de Gossi, dans la région de Tombouctou. S'inscrivant dans le cadre des projets à impact rapide (QIPs) de la MINUSMA, cet appui vise à améliorer les conditions de travail et de sécurité du personnel. La Mission onusienne a financé les travaux à hauteur de 22.383.665 Francs CFA.

La cérémonie de réception du bâtiment a réuni le Sous-Préfet de Gossi, le représentant du Maire, les Présidents des Associations de jeunes et de femmes, ainsi que le Commandant régional de la Police des Nations Unies (UNPOL).

Les locaux abritant la Garde Nationale de Gossi datent des années 2000. Construit en banco, le bâtiment a subi au fil des années, les affres des intempéries et des nombreuses attaques, perpétrées par les

groupes djihadistes qui sévissent dans la région.

Les travaux d'une durée de 3 mois, ont principalement concerné la construction de quatre pièces, d'un magasin d'armement, de sanitaires, ainsi que de la fourniture de matériels bureautiques. « Ce geste reconforte et incite les éléments à plus d'engagement dans leur rôle de sécurisation, » a déclaré le Capitaine, Kaourou CAMARA, Commandant de la Garde Nationale de Gossi.

Dans son intervention, M. Ibrahim TOUBEYSSY, Sous-Préfet de Gossi a déclaré que cette action de la MINUSMA et ses multiples soutiens en faveur des populations en détresse, témoignent de sa volonté d'aider les autorités maliennes à stabiliser le pays. « Ce joyau qui fait la fierté des populations de Gossi, offrira désormais, un meilleur cadre de travail aux personnels chargés de leur sécurité, » s'est-il réjoui.

Selon la résolution 2364 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies, la composante police de la MINUSMA, appuie les efforts des autorités maliennes pour le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité. La réalisation de projets à impact rapide s'inscrit dans ce cadre. UNPOL appuie ses partenaires, que sont la Police Nationale, la Garde Nationale, la Gendarmerie et la Protection Civile, suivant quatre axes stratégiques à savoir : la protection des civils, du personnel des Nations Unies et leurs installations. L'accompagnement des Forces de Sécurité du Mali dans la mise en œuvre de l'accord de paix à travers la formation et l'équipement mais aussi, l'appui opérationnel aux Forces de la Sécurité du Mali, ainsi que le soutien au retour de l'autorité de l'Etat, notamment l'administration et du système judiciaire sont des tâches importantes confiées à la MINUSMA.

DES CENTAINES DE VOLONTAIRES RÉUNIS À BAMAKO POUR CÉLÉBRER LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES DANS TOUT LE MALI



A l'instar des autres pays du monde, le Mali a célébré ce mardi 5 décembre la Journée Internationale des Volontaires. Pour cette occasion, une cérémonie a été organisée à la Maison des Aînés par le Centre National pour la Promotion du Volontariat au Mali en partenariat avec le Programme des Volontaires des Nations Unies au Mali, sous l'égide du Ministre de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne, Amadou Koïta et du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général-major Salif Traoré et avec la participation de la Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Mali, Mbaranga Gasarabwe.

Une Journée pour saluer tous les Volontaires

A travers le thème «Les volontaires : Premiers à agir. Ici. Partout», l'ONU salue le courage de ces volontaires qui, non seulement sauvent des vies et aident les autres à vivre dans la dignité au quotidien, mais sont aussi parmi les premiers à agir lors de périodes de crise ou d'instabilité, et ce malgré les risques sécuritaires qu'ils encouragent.

Pour célébrer cette journée en leur honneur, plusieurs centaines de volontaires maliens et étrangers ont été rejoints par

les autorités nationales pour promouvoir le volontariat à travers des sketches, des activités sportives telles qu'un match de football et des concerts.

Présente lors de l'évènement, Lucette Ahouangnimon, une jeune franco-bénoise qui fait partie du bureau de Protection des Femmes de la MINUSMA a partagé son expérience. « Partout dans le monde et particulièrement au Mali, nous faisons face à des défis importants tel que le terrorisme, la radicalisation des jeunes, le sous-développement ou encore l'illettrisme, qui nécessitent l'engagement et de tous et de

chacun. Lorsque l'opportunité de devenir Volontaire des Nations Unies au sein de la MINUSMA s'est présentée à moi, je n'ai hésité une seule seconde car il

«Le volontariat, c'est une expérience que je n'oublierai jamais. J'ai acquis des compétences que je n'avais pas auparavant et cela me permet

fragiles, de Gao à Kidal, ou de Tessalit à Menaka... vous êtes l'inspiration en action », a-t-elle déclaré. Elle a également remercié le gouvernement



s'agit, en mon sens, d'un réel acte d'engagement. Je suis fière de pouvoir à mon échelle participer au processus de paix de ce pays mais également par association de toute la sous-région et ce en tant que femme, en tant que franco-béninoise mais surtout en tant que volontaire. » a-t-elle déclaré.

d'être plus compétitive sur le marché de l'emploi. Aujourd'hui, c'est grâce à cette expérience de volontaire que j'arrive à m'exprimer devant un public, chose que je ne pouvais pas faire auparavant,» a déclaré Bougoucho Ballo, jeune malienne qui a eu l'opportunité d'effectuer un volontariat en France.

L'Inspiration en Action

Le Ministre Amadou Koïta a remercié tous les volontaires qui agissent en faveur des communautés pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable : « Notre message est clair. Le volontariat est une stratégie de mise en œuvre des projets et programmes dans un esprit participatif », a-t-il ajouté.

Mme Mbaranga Gasarabwe a tenu à rendre hommage aux 210 volontaires nationaux et internationaux qui agissent partout au Mali du Nord au Sud, au sein de la MINUSMA et des agences, fonds et programmes des Nations Unies. « Nous comptons sur leur soutien pour venir s'engager au Mali au service de la paix, et en appui aux communautés, qui vivent dans des conditions sécuritaires

malien qui continue à fournir des conditions de sécurité favorables au travail des volontaires.

Albane Dorsaz, volontaire des Nations Unies chargée de programme jeunesse et éducation à la paix, a conclu avec ces quelques mots : « Le volontariat, c'est la mise en pratique de l'altruisme et de l'humanisme. Cette journée est importante car c'est l'occasion de remercier les volontaires que nous sommes pour nos actions quotidiennes et pour la réalisation de la lourde tâche qui nous est confiée. Dans un monde gouverné par les biens matériels, le volontariat nous permet de mener des actions inspirées de nos valeurs, pour produire un changement durable. »

HOMMAGE DE LA MINUSMA À CINQ CASQUES BLEUS TUÉS LORS DES DEUX DERNIÈRES ATTAQUES DANS LES RÉGIONS DE MÉNAKA ET MOPTI



La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a rendu un hommage solennel, ce jeudi 30 novembre à Bamako, aux cinq Casque bleus et au soldat malien tués le 24 novembre lors de deux attaques séparées, dans les régions de Ménaka de Mopti.

Le sous-Lieutenant Dianda Poureguen du Burkina Faso, le sergent-chef Mouctarou Hassane du Niger, le sergent Tinni Kando du Niger, le soldat Issoufou Mainassara du Niger, le sergent Djibo Boubakar, décédé le 29 à Dakar où il avait été évacué, ont périés en mission commandée, suite à des attaques perpétrées le

vendredi 24 novembre contre des détachements de la MINUSMA positionnés à Indélimane dans le cadre de l'opération Fitiri pour les nigériens et aux environs de Bambara Maoudé, pour le Casque bleu du Burkina Faso. Un hommage a également été rendu au soldat Bourama Koné, décédé pendant l'opération Fitiri dans la région de Ménaka.

Présent à la cérémonie, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a présenté les condoléances de la MINUSMA au Burkina Faso et au Niger, ainsi qu'aux familles des disparus.

M. Annadif les a remercié pour, « leur grande contribution aux efforts de paix des Nations Unies au Mali. « Ils sont morts parce qu'ils portaient l'uniforme, le Casque des Nations unies ; ils ont sacrifié leurs vies pour que renaisse la paix et la stabilité au Mali ; ils ont péri en héros de la paix, » a déclaré M. Annadif.

Et le Chef de la MINUSMA d'ajouter : « aujourd'hui, demain, dans dix ans, le nom de chacun d'entre vous restera gravé dans l'histoire des Nations unies, pour la paix au Mali. Soyez plus que jamais forts, soudés, déterminés dans la mise en œuvre de notre mandat, celui de la stabilisation et de la restauration de la paix ».

EN BREF

14 DÉCEMBRE

Le Représentant spécial du Secrétaire général au Mali et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh ANNADIF a pris part mercredi 13 décembre à la Celle-Saint-Cloud, au sommet du G5 Sahel.

La réunion a regroupé autour du Président Français Macron, les présidents des pays membres du G5Sahel, à savoir Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Roch Kaboré (Burkina Faso), Idriss Déby (Tchad), Mahamadou Issoufou (Niger) et Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie). Etaient également présents, des représentants de l'Union européenne (UE), de l'Union africaine (UA), les chefs des gouvernements belge et italien, la chancelière allemande, Angela Merkel, le MAE d'Espagne, ainsi que des représentants des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis.

Les discussions ont porté sur l'opérationnalisation de la FC-G5S.

À la clôture de la réunion, le RSSG M. ANNADIF a déclaré :

« Je salue et me félicite de la tenue de ce sommet qui intervient quelques jours après l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la Résolution 2391 (2017) sur la FC-G5Sahel. La MINUSMA demeure engagée pour coopérer avec la FC-G5 Sahel conformément aux dispositions de ladite Résolution ».

Photo: Philippe Servent / Présidence de la République (France)



18 DÉCEMBRE

FOURNITURE D'EAU POTABLE AUX POPULATIONS DE LA VILLE DE GAO

Le vendredi 8 décembre 2017, les Casques bleus du 5^e contingent sénégalais de la MINUSMA, ont procédé à la fourniture de 16.500 litres d'eau potable aux résidents du quartier Aljanabandjia (Q.4). « Nous nous mettons, deux fois par semaine, au service des populations dans les quartiers touchés par des pénuries d'eau en les approvisionnant en eau potable. Depuis notre déploiement en septembre de cette année, nous avons déjà fourni 171.500 litres d'eau potable dans plusieurs quartiers de la place, » a déclaré le Capitaine sénégalais Biram Sarr en charge des activités civilo-militaires.





COMMUNIQUÉS

1^{ER} DÉCEMBRE

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DU SIDA

Le monde est en bonne voie pour atteindre l'objectif de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030. Près de 21 millions de personnes vivant avec le VIH sont désormais sous traitement et ils devraient être plus de 30 millions d'ici à 2020. Les décès liés au sida et les nouvelles infections à VIH sont sur le déclin. Si l'on peut se réjouir que le monde tienne sa promesse, beaucoup de chemin reste encore à parcourir.

Nous sommes malheureusement en retard sur certains éléments de la riposte contre le VIH. Dans certaines régions du monde, des succès obtenus de haute lutte sont en train d'être annihilés, les nouvelles infections à VIH et les décès liés au sida reprennent du terrain.

Les femmes et les filles continuent d'être touchées de façon disproportionnée par le VIH, en particulier en Afrique. Les hommes sont moins enclins à savoir s'ils vivent avec le virus, moins enclins à chercher un traitement, et de ce fait, plus susceptibles de transmettre le VIH. Beaucoup trop de gens ont du mal à accéder aux services dont ils ont besoin pour se faire traiter ou se maintenir en bonne santé.

En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, je lance un appel pour que nous nous engagions une nouvelle fois à terminer ce que nous avons commencé et à faire de l'épidémie de sida une chose du passé.

António Guterres

16 DÉCEMBRE

LES CASQUES BLEUS DE LA MINUSMA REPOUSSENT 4 ATTAQUES À KIDAL

Hier soir vers 19 heures, les Casques bleus de la MINUSMA ont repoussé 4 attaques à Kidal. Une patrouille de la MINUSMA a d'abord été la cible de tirs nourris par des hommes armés non identifiés dans la ville de Kidal. Deux Casques bleus ont été blessés, dont un sérieusement, lors des échanges de tirs.

Peu de temps après, deux postes de la MINUSMA situés autour de la ville étaient la cible de tirs, auxquels les Casques bleus ont immédiatement et vigoureusement riposté. Simultanément la Force de la MINUSMA repoussait une attaque sur son camp avec succès, alors que les mesures appropriées étaient prises pour la protection du camp et du personnel.

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, M. Annadif condamne fermement

ces attaques contre les soldats de la paix qui mettent en péril la population de la ville, et met en garde les assaillants :

«Hier, la paix a une fois de plus été la cible d'assaillants lourdement armés à Kidal, je le condamne fermement. Ces actions expriment clairement une volonté délibérée de mettre les populations en danger. Je mets en garde ces semeurs de chaos qui se heurteront, comme aujourd'hui et toujours, à une réponse vigoureuse des Casques bleus, dont je salue la détermination. Il est totalement inadmissible que le personnel de la MINUSMA soit la victime de telles entreprises destructrices organisées par des individus misérables et désœuvrés qui mettent également en péril la population de Kidal. Trois civils ont malheureusement été légèrement blessés lors des échanges, et nous le déplorons. Les dispositions médicales ont été immédiatement prises par la MINUSMA. Je souhaite aux civils, et à nos Casques bleus, un rétablissement rapide et complet.»



MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



facebook.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



www.youtube.com/minusma



https://www.instagram.com/un_minusma



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

